

Aux Philippines, la loi antiterroriste contestée devant la Cour suprême

samedi 11 juillet 2020, par [Courrier International](#) (Date de rédaction antérieure : 7 juillet 2020).

À peine signée par le président Rodrigo Duterte, la très controversée loi antiterroriste est contestée devant la Cour suprême. Ceux qui demandent la censure de ce texte estiment qu'il est trop vague et constitue une menace pour la liberté d'expression.

Le combat devant la Cour suprême contre la loi antiterroriste aux Philippines a commencé. Dès le 6 juillet, un groupe emmené par le professeur de droit Howie Calleja s'est présenté avant même l'ouverture des bureaux de la Cour, [raconte le site internet Rappler](#).

Au total, selon le décompte établi par le site, huit groupes contestent déjà la constitutionnalité de cette loi que le président Rodrigo Duterte a signée le 3 juillet après son [adoption par le Congrès philippin le 9 juin](#).

Certains demandent la suspension de l'application de ce texte le temps que la Cour suprême rende sa décision et insistent sur le fait que l'ensemble du texte est anticonstitutionnel.

Le danger d'un texte trop vague

Parmi les premiers requérants présents le 6 juillet, des professeurs de l'université Far Eastern. Dans leur requête de 84 pages, les professeurs écrivent :

“Ce texte menace la liberté d'expression des enseignants qui souhaiteraient transmettre à leurs élèves l'idée que ‘le militantisme et la possibilité de contester font partie intégrante de la démocratie’. De tels propos pourront être interprétés par le gouvernement comme constitutif de terrorisme.”

L'ensemble des requérants devant la Cour suprême s'inquiète du flou et de l'importante marge d'appréciation laissée aux autorités et aux forces de l'ordre.

Ainsi, des membres de la Chambre des représentants du Makabayan, une coalition de partis politiques minoritaires et de gauche, estiment que les définitions très larges incluses dans le texte offrent “une trop grande marge de manœuvre” aux autorités. Elles pourraient ainsi poursuivre des individus qui oseraient contester le gouvernement.

Reines de beauté et entrepreneurs sur la même ligne

Cette loi mobilise contre elle des personnes de tout bord, comme le [souligne The South China Morning Post](#). “Des reines de beauté aux joueurs de basket en passant par des entrepreneurs, des communistes, des militants musulmans, des étudiants et des religieuses.” Une opposition qui s'est largement exprimée sur les réseaux sociaux, notamment sous le hastag [#JunkTerrorBill](#).

“Parmi ceux qui ont tweeté leur désaccord, note le quotidien de [Hong Kong](#), se trouvent Miss

Univers 2015 Pia Wurtzbach et Miss Univers 2018 Catriona Grey, dont le compte a 1 million d'abonnés."

[#JunkTerrorBill pic.twitter.com/qVHAnuXRiJ](https://twitter.com/qVHAnuXRiJ)

— Catriona Gray (@catrionaelisa) [June 3, 2020](#)

Par ailleurs, seize groupes d'entreprises, membres du Business Club de Makati, et l'Association de Management des Philippines ont déclaré *"dans les termes les plus forts, leur opposition à la mise en application de la loi antiterrorisme soulignant que les textes en vigueur étaient suffisants"*.

"Dans cette période complexe de la pandémie de [Covid-19](#), ce dont nous avons besoin, c'est d'unité nationale."

Courrier International

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Courrier International

<https://www.courrierinternational.com/article/libertes-aux-philippines-la-loi-antiterroriste-contestee-devant-la-cour-supreme>